

Pour éviter les irrégularités et fraudes du 1er tour

Philippe Morillon marque Malu Malu à la culotte

« Il est souhaitable que les missions d'observation, particulièrement celle de l'Union Africaine, puissent étendre leur action sur une longue durée, afin de suivre la phase cruciale de compilation des résultats ». C'est le vœu exprimé hier par Philippe Morillon, chef de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne en RDC (MOE UE).

Il a animé mardi le point de presse hebdomadaire de cette mission à son siège de la Gombe. « Une observation soutenue de la phase de compilation, indique-t-il, pourrait corriger les irrégularités constatées lors du scrutin précédent organisé dans la précipitation par la Commission Electorale Indépendante (CEI) ».

Lors de sa dernière rencontre avec l'abbé Malu Malu, président de la CEI, le chef de la MOE UE dit lui avoir proposé des garde-fous pour éviter la répétition des irrégularités et cas de fraude connus lors du scrutin du 30 juillet.

De son côté, l'abbé Malu Malu s'est engagé à renforcer la transparence notamment en résolvant les questions des listes des bureaux de vote, des listes des

omis, de la publication des résultats détaillés par bureau de vote. « La CEI devrait revoir les procédures. Les résultats détaillés par bureau de vote lors du second tour doivent être connus », a insisté Marco Sioli, analyste électoral de la MOE UE.

Depuis son retour à Kinshasa, Morillon poursuit des contacts avec des acteurs politiques et sociaux, en vue de recueillir les préoccupations de ces derniers à l'approche de prochains scrutins, et évaluer ensemble les réponses aux difficultés rencontrées lors du premier des élections, en vue de s'assurer que tout sera mis en œuvre pour la transparence et l'intégrité des opérations électorales.

« Je suis sorti rassuré après ces contacts avec les candidats et les hommes politiques », a-t-il déclaré. Parmi les personnes rencontrées, il a cité Nzanga Mbutu, Pr. Mutamba, Gizenga, François Mwamba, etc.

« Rien ne va s'arrêter le 29 octobre. Tout va commencer à cette date. Nous devons faire confiance à la sagesse du peuple congolais et de ses représentants », a-t-il dit.

« L'Union européenne va continuer à être présente dans ces zones », a-t-il dit. « L'effectif des observateurs européens à long terme a été



Philippe Morillon, chef de la MOE UE

déployée à la fin de la semaine écoulée. Tous les observateurs ont rejoint leurs postes dans les chefs-lieux de provinces et dans les villes de première importance. Une autre équipe va être déployée avant le 29 octobre prochain.

La MOE UE comptera alors sur le terrain plus de 300 observateurs, issus de 25 pays européens, auxquels se joindront des observateurs canadiens, norvégiens ainsi que des membres des missions diplomatiques de l'Union Européenne (UE). Et Franck Balme, coordinateur des observateurs, d'expliquer que 98 observateurs ont été déployés dans les 43 bureaux de liaison. L'effectif des observateurs européens est resté le même qu'au 1er tour.

Interhamwe, sécurité, trafic des cartes d'électeurs...

A la question de savoir si les observateurs européens visiteront les bureaux de vote autrefois supervisés par les Interhamwe dans le Kivu, Raphaël Pouyé, analyste politique de la mission, s'est refusé à confirmer la présence des Interhamwe dans certains bureaux de vote lors du scrutin précédent.

Franck Balme a, pour sa part, indiqué que quatre observateurs ont été envoyés à Rutshuru et à Walungu. En attendant, ils sont basés à Goma et à Bukavu jusqu'à ce que les conditions sécuritaires soient réunies pour qu'ils se rendent dans ces zones.

De son côté, Eric des

Paffières, chef adjoint de la mission, a estimé qu'il était trop tôt de faire une évaluation de la situation sécuritaire à l'Est du pays. Lors de leur déploiement, les observateurs prennent contact avec les personnes ou les organismes trouvés sur place.

Au sujet du trafic des cartes d'électeurs à Kinshasa et à l'intérieur du pays, les observateurs de l'UE disent avoir reçu des témoignages dans ce sens. Mais leur chef Morillon pense que le système mis en place interdit toute fraude. A moins que ces fraudeurs mettent sur pied un autre dispositif pour contourner le système, pense-t-il.

Et Marco Sioli, d'indiquer que si la procédure est scrupuleusement respectée dans les bureaux de vote, le trafic des cartes d'électeurs n'aura aucun impact sur le scrutin. Mais s'il y a un relâchement dans le contrôle, il est possible que les fraudeurs réussissent leur coup.

Il a aussi suggéré que le transport des plis des PV des bureaux de vote de Kinshasa soit assuré par la police et la Monuc pour éviter les désagréments du scrutin du 30 juillet dernier.

J-Alain Kabongo
(In.L.P. n°2943 du 18.10.06, p.3)